

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2032. – **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Isère)

(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)*

ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2011

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

ET DE REPAS DE NUIT AU 1^{ER} JANVIER 2012

NOR : ASET1250179M

IDCC : 2032

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère,

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2012 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 11,20 €.

Article 2

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1
de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998*

L'indemnité de repas est portée à 9,36 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,96 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,90 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,67 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,28 € ;

- zone 4 (30 à 40 km) : 12,86 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 16,21 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,59 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,71 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,30 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,10 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,90 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,60 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 8 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)